

Solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement Des élus et des citoyens européens **agissent**



ALIANZA
POR
EL AGUA



Sommaire

- 4 **Les défis de l'eau et de l'assainissement**
- 6 **Les engagements citoyens en Europe**
- 7 **En Espagne**
Alianza por el agua, une alliance multi-acteurs entre l'Espagne et l'Amérique centrale
Amvisa, un fournisseur d'eau et une municipalité solidaires
Ura - Unesco Extea, un partenariat novateur au Pays basque
- 10 **En France**
 Un cadre juridique nouveau, des Ong spécialisées, des collectivités locales actives
- 13 **En Italie**
Water Right Foundation, l'initiatrice d'un multipartenariat efficace
- 14 **Au Royaume-Uni**
WaterAid, des dons du Nord vers le Sud
- 16 **Aux Pays-Bas**
Vitens-Evides International, pionnières en matière de partenariats
Aqua for All, des employés de l'eau mobilisés
- 18 **En Belgique**
Le Partenariat flamand l'eau pour le développement, une plateforme d'acteurs publics et privés
Le programme PROTOS : en Équateur
- 20 **En Suisse**
Solidarit'eau suisse : une plateforme en ligne
- 21 **Conclusion**
 Une communauté d'esprit, une diversité de moyens



NDR : les données chiffrées de ce document sont toutes présentées en euros. Les taux de change utilisés pour convertir les autres devises datent du 15 janvier 2009. A savoir: £1 = 1,13 € et CHF 1 = 0,67 €.

Prologue

En tant que citoyens d'un monde de plus en plus globalisé, nous ne pouvons rester indifférents face à la souffrance de nos voisins. Le manque d'accès à l'eau et à l'assainissement est un des problèmes majeurs auquel doit faire face une proportion inacceptable de l'humanité. Ce problème résolu, ces populations pourront enfin espérer avoir accès à la santé, à l'éducation, et ainsi faire face aux enjeux de leur propre développement.

Le soutien apporté par les citoyens qui bénéficient en permanence de services d'eau et d'assainissement à ceux qui en sont privés est primordial à plus d'un titre. C'est avant tout l'éveil d'une conscience des autres, un éveil qui, comme le montre ce document, se traduit déjà en une large gamme d'initiatives et d'actions. Les populations européennes montrent leur volonté à travailler pour aider leurs concitoyens du monde. Deux pistes clés pour renforcer et étendre les actions initiées émergent des échanges et réflexions menés sur les projets engagés et leur efficacité.

En premier lieu, l'existence d'un cadre législatif national favorisant les actions de solidarité pour l'eau est indispensable dans les pays du Nord. Seul un contexte qui encourage et facilite la prise de décision permettra une adhésion massive, selon des pratiques solides et efficaces.

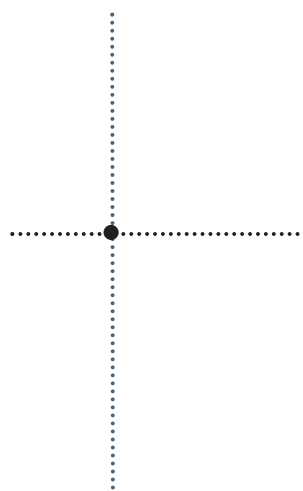
En second lieu, dans ce monde de plus en plus interactif, nous ne pouvons plus travailler chacun de notre côté. Pour dessiner les meilleures synergies possibles, des collaborations étroites doivent regrouper tous les acteurs de la solidarité, les programmes bilatéraux et les partenaires multilatéraux.

L'objectif que nous visons est d'accroître le véritable impact des actions de solidarité pour l'eau et l'assainissement, dès maintenant, et dans une perspective de long terme.

Jacques Oudin

Vice-président du conseil général de Vendée

Président du groupe d'échanges Commission nationale
de la Coopération décentralisée/Comité national de l'eau



Les défis de l'eau et de l'assainissement

La pénurie d'eau constitue l'un des principaux défis du développement humain du XXI^e siècle. Pourtant, le manque d'accès à l'eau et à l'assainissement affecte déjà plus d'un tiers de l'humanité : plus de 1 milliard de personnes vivent sans accès à l'eau potable et 2,6 milliards sans service d'assainissement de base.

La rapide augmentation démographique, le développement industriel, l'urbanisation et l'eau nécessaire à l'irrigation exercent d'énormes pressions sur les ressources hydriques. S'ajoutent à ces facteurs les effets du changement climatique qui, selon certaines prévisions, pourraient priver d'accès à l'eau 1,8 milliard de personnes d'ici 2080.

La crise de l'eau et de l'assainissement a des conséquences graves sur plusieurs aspects du développement humain. Son impact est plus important sur les communautés pauvres qui paient l'eau à des prix plus élevés, aggravant ainsi leur pauvreté. Elle a des effets dévastateurs sur la santé de millions de personnes, en raison des nombreuses maladies chroniques liées à l'eau contaminée et au manque d'assainissement. Elle est la cause directe de la mort de 10,6 millions d'enfants de moins de 5 ans tous les ans. La crise s'étend également à l'éducation, où la détérioration de la capacité cognitive et l'absentéisme dus aux problèmes de santé se répercutent sur le développement individuel pendant toute une vie. Elle contribue aussi à aggraver les inégalités entre les genres, car le temps passé à la collecte de l'eau est un poids lourd pour les femmes, temps qui leur fait perdre des opportunités de s'instruire, de développer des activités génératrices de revenus et du temps libre. Beaucoup de filles se voient contraintes d'abandonner leurs études pour se consacrer à la corvée d'eau ou faute de toilettes dans les écoles pendant la puberté.

Cette situation renforce l'extrême inégalité entre les nations pauvres et les nations riches, ainsi qu'entre les habitants d'un même pays.

Le droit pour tous à l'eau et à l'assainissement

Lors de l'assemblée générale de l'ONU à New-York en 2000, les chefs d'États membres des Nations unies se sont engagés à atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). L'une des cibles de l'OMD 7 vise à réduire de moitié, à l'horizon 2015, le nombre de personnes privées d'un accès durable à l'eau potable et/ou à des services d'assainissement de base.

Dans ce contexte, ces dernières années ont vu naître de nombreuses initiatives destinées à sensibiliser et à mobiliser la citoyenneté mondiale autour de l'eau et de l'assainissement. En 2002, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CDESC) a reconnu le droit à l'eau comme un droit fondamental ; 2003 a été déclarée Année internationale de l'eau douce ; 2005-2014 a été déclarée Décennie internationale de "L'eau, source de vie" ; le rapport annuel du Pnud de 2006 sur le développement humain a été consacré à la crise de l'eau et l'année 2008 a été déclarée Année internationale de l'assainissement ; 2008 a également vu la première "Expo internationale sur l'eau et le développement durable" à Saragosse, en Espagne. Ces initiatives, parmi beaucoup d'autres, ont permis d'attirer l'attention sur l'urgence d'agir. Le principe de solidarité, basé sur la conviction que nous avons tous le devoir et la responsabilité d'aider nos concitoyens, engendre des actions et des synergies destinées à partager l'accès à l'eau et à l'assainissement entre individus, régions et nations.



S. Münzer

Le rôle des alliances, le besoin de travailler ensemble

Les actions de solidarité internationale cherchent à palier les politiques des gouvernements nationaux qui n'ont pu répondre aux besoins de base de leurs populations, par manque de ressources financières ou de moyens techniques. Ces initiatives ont pour but de fournir un accès aux populations les plus pauvres et isolées, notamment en zones rurales et péri-urbaines, souvent délaissées par les mécanismes traditionnels.

Ces actions visent quatre besoins fondamentaux :

- garantir l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous ;
- réduire les conséquences sanitaires du manque d'accès à l'eau et à l'assainissement ;
- alléger le poids de la corvée de la collecte de l'eau qui pèse sur les femmes et les enfants ;
- renforcer les capacités des structures locales (collectivités locales, organisations communautaires, Ong) qui émergent en tant qu'acteurs et peuvent répondre avec une meilleure efficacité aux besoins locaux.

Pour atteindre ces objectifs, les actions de solidarité sensibilisent les populations du Nord et du Sud sur l'importance de l'eau et de l'assainissement, construisent des infrastructures telles que des réseaux d'eau, des pompes, des bornes-fontaines, des puits, des latrines, etc., créent des structures locales de gestion des services et renforcent leurs capacités.

La Charte de Saragosse, établie par la Tribune de l'eau pendant l'Expo internationale sur l'eau et le développement durable précise qu'il est nécessaire de "développer des partenariats public-privé permettant de mutualiser les efforts afin que l'approvisionnement et l'assainissement universels deviennent une réalité". L'histoire a démontré qu'aucune organisation n'est capable, seule, d'apporter des solutions durables aux défis du développement. Les initiatives de solidarité internationale doivent impliquer tous les acteurs de la société : gouvernements, collectivités locales, société civile, secteur privé du Nord et du Sud, ainsi que les institutions multilatérales. Combiner les efforts est une condition incontournable pour obtenir des résultats tangibles et durables dans la lutte contre la crise de l'eau et de l'assainissement.

Les initiatives solidaires ont démontré leur capacité à répondre de manière appropriée aux problèmes posés. Basées sur des liens durables entre les acteurs locaux du Nord et du Sud, elles permettent l'échange d'expériences et le renforcement des capacités, garants de la pérennité des projets. Une grande diversité d'acteurs, de mécanismes de mobilisation de fonds et de méthodes d'opération propose une large gamme de solutions pour répondre aux grands défis de l'humanité. Cependant, ces initiatives demeurent mal connues.

En septembre 2008, dans le cadre de l'Expo de Saragosse sur l'eau et le développement durable, le réseau espagnol Alianza por el Agua et le pS-Eau ont réuni les acteurs européens de solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement.

Cette publication présente les nombreuses initiatives décrites en cette occasion. Son objectif est d'inciter les acteurs européens à participer plus largement à des solutions durables et à créer des synergies au moyen d'alliances aptes à garantir un réel accès à l'eau et à l'assainissement partout dans le monde.

Les engagements citoyens en Europe

Les Européens sont de plus en plus sensibles aux enjeux climatiques et environnementaux. Notre continent n'est pas épargné par les inondations, les sécheresses, et les restrictions à notre accès à l'eau deviennent plus fréquentes. Nous avons de plus en plus conscience de la chance que nous avons de ne pas subir de sévères pénuries, tandis que dans le monde, des milliards de personnes vivent sans accès aux services de base de l'eau potable et de l'assainissement.

Dans plusieurs pays industrialisés, particulièrement en Europe, des élus et des usagers de l'eau se sont mobilisés pour manifester leur solidarité avec les populations du Sud. Leur manière d'agir varie selon les pays ; elle dépend de facteurs culturels, sociaux et politiques variés.

Le jumelage entre villes de différents pays a commencé après la deuxième guerre mondiale pour rapprocher les peuples des pays alliés de ceux de l'Axe. Elle a donné naissance en France à une forte tradition de coopération décentralisée entre autorités locales françaises et leurs villes jumelles au Sud. Un cadre juridique et politique destiné à faciliter les solidarités dans le domaine de l'eau et de l'assainissement a récemment vu le jour. A l'instar de leurs homologues français, les autorités locales italiennes et espagnoles pratiquent elles aussi la coopération décentralisée.

En Angleterre, la tradition de la *charity* est très forte. Elle est basée sur une longue pratique de solidarité, fonctionnant par des dons réguliers à des organisations caritatives qui agissent dans le secteur auquel le donateur est sensible. Dans ce paysage, l'Ong WaterAid, la référence dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, bénéficie du soutien de tous les acteurs du secteur et des usagers.

La solidarité citoyenne se manifeste également par la mobilisation des employés des entreprises d'eau, qui souhaitent contribuer à la satisfaction des besoins des populations du Sud grâce à leur expertise. C'est le cas en France, au Royaume-Uni et en Hollande. En outre, une conscience grandissante de la responsabilité sociale des entreprises conduit de plus en plus de distributeurs d'eau – publics ou privés – et leurs clients, à soutenir des actions de solidarité internationale.

Les modifications du cadre légal d'intervention des collectivités et des organisations responsables de la distribution d'eau et d'assainissement actuellement en cours en Belgique et en Italie sont révélatrices d'un élan qui transcende les frontières. La Suisse est également en train de tester un dispositif qu'elle souhaite étendre à l'ensemble des cantons.

Sans souci d'exhaustivité, car bien d'autres initiatives existent, nous tentons dans ce document de dégager ce qui motive les uns et les autres, et de décrire comment s'organise la solidarité humaine et financière dans sept pays européens : en Espagne, en France, en Italie, au Royaume-Uni, aux Pays-bas, en Belgique et en Suisse. Des informations pratiques sur les différentes initiatives permettront de mieux les comprendre pour s'engager à son tour.



S. Münzer

En Espagne

Du Nord de l'Espagne, qui bénéficie de ressources abondantes en eau, à la côte Est qui a dû se faire livrer de l'eau par bateau en période de pénurie en 2008, les populations de la péninsule ibérique sont conscientes de l'importance de l'eau. Des initiatives pour encourager la bonne gestion locale se combinent à des actions de solidarité internationale.

Une alliance multi-acteurs entre l'Espagne et l'Amérique centrale

www.alianzaporelagua.org

Lancée il y a seulement deux ans en octobre 2006, l'initiative de créer une alliance pour l'eau a surgi en réponse aux grands problèmes économiques et sociaux causés par le manque d'accès à l'eau potable dans les pays d'Amérique centrale. Alianza por el Agua mobilise diverses ressources (financières, politiques, d'information, de capacité de recherche, de soutien technique...) afin de promouvoir le droit à l'eau et à l'assainissement pour les populations d'Amérique centrale et, dans le cadre de la Cible 7 des OMD, d'équiper au moins 5 millions d'habitants centraméricains d'ici 2015.

Pour atteindre cet objectif, le rôle de l'Alliance est de promouvoir des actions intégrées et d'organiser une collaboration active entre les différents secteurs, afin de maximiser la qualité et augmenter l'échelle des actions de chacun. L'Alliance travaille également à promouvoir la solidarité entre les usagers de l'eau espagnols et centraméricains, les sensibilisant à la préservation et à l'utilisation plus durable de la ressource dans leur vie quotidienne.

Les membres de l'Alliance

Les membres fondateurs de l'Alliance sont le ministère de l'Environnement et des Milieux rural et marin, le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, la campagne de l'ONU en faveur des Objectifs du millénaire pour le développement en Espagne, Expo Agua 2008 (organisatrice de l'Expo Zaragoza 2008 Eau et Développement durable) et la fondation Ecologie et Développement (Ecodes).

En Espagne, 39 institutions sont membres de l'Alliance (des collectivités locales, des fournisseurs d'eau, des centres de recherche, des Ong).



En Amérique centrale, plus de 100 institutions et organisations ont rejoint l'Alliance, notamment la représentation régionale de la Commission centraméricaine pour l'environnement et le développement (CCAD) – un organisme du Système d'intégration centraméricain (SICA) ; plusieurs organisations régionales auxquelles participent les institutions gouvernementales et la société civile ainsi que des acteurs nationaux (collectivités locales, universités et associations) au sein de chaque pays de la région.

Construire et faire vivre un réseau multi-acteurs

Animer un réseau dont les membres de plusieurs nationalités se répartissent sur deux continents n'est pas simple. Lors de sa première campagne, l'Alliance a par exemple d'abord dû convaincre et mobiliser les citoyens espagnols et latino-américains. Il lui a fallu ensuite se confronter à la concurrence entre certains membres de l'Alliance, notamment les Ong, également financées par des dons du public. Apprécier en termes monétaires les économies réalisées sur la consommation d'eau demeure par ailleurs complexe.

La répartition des membres du réseau dans différentes zones géographiques complique la communication entre eux ; les différences organisationnelles et culturelles entre les organismes espagnols et centraméricains nécessitent de développer des stratégies spécifiques à chacun et les messages de sensibilisation impliquent de bien cibler leurs destinataires.

Les actions menées par Alianza por el agua

Ses deux premières années, Alianza por el Agua a collaboré avec des centres de recherche et d'opinion espagnols afin de former plus de 40 techniciens centraméricains ; d'organiser des ateliers de formation sur l'assainissement de base pour plus de 100 participants ainsi que des rencontres spécialisées sur la législation concernant les ressources hydriques dans les pays centraméricains. Grâce au soutien financier du ministère de l'Environnement et des Milieux rural et marin, l'Alliance a aussi soutenu 21 projets à petite échelle dans les communautés rurales, touchant plus de 60 000 personnes et a mis en place une banque de projets afin de servir d'intermédiaire entre les partenaires espagnols et centraméricains.



Jesus Antonanzas

Femmes lavant le linge à la rivière au Guatemala

Malgré ces difficultés, l'Alliance a réuni plus de 100 membres dès ses deux premières années d'existence.

Une initiative unique

L'Alliance permet de partager l'information ainsi que les ressources technologiques et financières entre l'Espagne et l'Amérique centrale. Son succès n'aurait pas été possible sans le soutien du ministère de l'Environnement et des Milieux rural et marin et de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement, la participation des principaux fournisseurs d'eau espagnols, ainsi que l'appropriation d'un processus de recrutement spécifique aux membres d'Amérique centrale. La souplesse et l'adaptabilité de l'Alliance est la condition de sa pérennité.

Un fournisseur d'eau et une municipalité solidaires

www.amvisa.org

Amvisa (Eaux municipales de Vitoria SA) est une société privée municipale qui a pour objectif de fournir des services de captage, traitement et distribution d'eau potable, ainsi que d'épuration des eaux usées. Elle collabore avec le service de coopération pour le développement de la municipalité de Vitoria-Gasteiz.

Ce partenariat vise la création de synergies entre les deux entités en s'appuyant sur les expériences de chacune, afin d'augmenter la qualité des projets de coopération mis en œuvre par la municipalité. Grâce à leurs connaissances techniques, notamment en ce qui concerne la mise en place de services d'eau durables, les deux partenaires apportent une valeur ajoutée au travail réalisé par les Ong.



Ayuntamiento
de Vitoria-Gasteiz
Vitoria-Gasteizko
Udala



AMVISA
AGUAS MUNICIPALES DE VITORIA S.A.
GASTEIZKO UDAL URAK E.A.

Une indispensable volonté politique

En 1988, Vitoria-Gasteiz fut l'une des premières municipalités espagnoles à consacrer un pourcentage de son budget à la coopération. C'est en 1991, grâce notamment à la volonté politique au sein de la municipalité, que la décision d'affecter 0,7 % du budget de Amvisa à des actions de coopération a été approuvée. Cette volonté a impulsé différentes actions, générant un contexte propice à la solidarité, tant de la part des citoyens que des employés d'Amvisa. L'implication de ces derniers dans les projets renforce leurs propres capacités professionnelles et personnelles.

Amvisa a dû au départ répondre à un certain nombre de questions : quels projets et quelles technologies sont-ils les plus appropriés à des actions de coopération ; comment passer de projets d'infrastructure à la gestion de services ; quelle tarification établir ; etc.

Le renforcement de la collaboration entre Amvisa et le service de coopération pour le développement, la volonté politique en faveur de ces mécanismes, la grande motivation et l'expertise technique des employés d'Amvisa ont permis de dépasser les problèmes et d'aboutir à des résultats tangibles. En 2007, Amvisa a consacré 132 000 € à des actions de coopération.

Une action de Amvisa en Ethiopie ►

Construction de 5 forages d'eau potable dans la région de Afar, pour 75 000 bénéficiaires directs. Le projet comprend des forages, la construction d'un abreuvoir pour les animaux, la protection de l'environnement et l'éducation à l'hygiène ainsi qu'une formation à l'entretien et à la maintenance des forages.



Amvisa

Un partenariat novateur au Pays basque : l'URA et l'Unesco Etxea

www.uragentzia.net • www.unescoeh.org

Rattachée à la direction de l'Environnement et à la Gestion des territoires du gouvernement basque, l'Agence de l'eau basque, URA, a été créée en 2006 pour appliquer la politique nationale et européenne en matière d'eau en Euskadi. Depuis 1991, Unesco Etxea (centre Unesco du Pays basque) met en œuvre les principes, programmes et lignes d'action de l'ONU dans la région.

L'adhésion d'Euskadi en 2004 à la Déclaration du millénaire a impliqué l'intégration de ces valeurs dans ses actions externes, ainsi qu'au sein des politiques internes de chaque département. En application de la directive cadre sur l'eau, le gouvernement basque imposera dès 2009 une taxe sur l'eau aux usagers de son territoire, qui s'appliquera à toute consommation excessive. Six centimes d'euros seront prélevés par mètre cube d'eau consommé au-delà de 130 litres d'eau par personne et par jour.

En juillet 2008, le conseil du gouvernement basque a décidé de consacrer 5 % des revenus générés par cette taxe à l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement des populations les plus vulnérables dans les pays en développement. Ces fonds seront complémentaires à ceux de la coopération au développement déjà mobilisés.

Traduire en proposition concrète l'engagement du gouvernement basque et assurer l'intégration des concepts des OMD et du droit à l'eau dans la société civile basque a demandé du temps. C'est grâce, entre autres, à l'engagement politique du gouvernement basque, au soutien inconditionnel du bureau de l'ONU pour la Décennie internationale de l'eau (dont le siège est à Saragosse) et à l'appui du Pnud, que les difficultés de mise en place de ce nouveau dispositif ont pu être surmontées.



Jesus Antónanzas



En France

Grâce à un réseau national, un cadre juridique spécifique et une forte mobilisation des collectivités locales, des entreprises et des usagers, les acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement en France sont très engagés en matière de solidarité internationale.

Un cadre juridique nouveau

Depuis 1992, une loi permet aux collectivités locales françaises de financer des actions de solidarité internationale sur leur budget général. Ce droit à coopérer repose sur des conventions passées avec les collectivités des pays en développement.

1% du budget eau et assainissement des collectivités locales consacré à la coopération

En 2005, la loi **Oudin Santini** est venu compléter ce dispositif en permettant (sans obligation) aux collectivités locales et aux agences de l'eau de consacrer jusqu'à 1 % de leur budget eau et assainissement aux actions de coopération dans ce domaine. Cette loi n'impose pas de convention préalable entre collectivités. De nombreuses collectivités et les six agences de l'eau françaises ont déjà fait appliquer cette loi sur leur territoire.

Les pratiques de solidarité sont très diverses (coopérations décentralisées de collectivité à collectivité, actions menées par des Ong ou par des personnels d'entreprises de l'eau, etc.

Les fonds mobilisés par la loi Oudin Santini

Les collectivités locales françaises soutiennent le financement d'infrastructures et le renforcement des compétences dans les pays en développement, pour un total en 2008 de 17 millions d'euros mobilisés sur 120 millions potentiels, en appui à 300 réalisations :

Communautés urbaines	3 M€
Villes	3 M€
Syndicats des eaux	3 M€
Autres	3 M€
Avec le soutien des agences de l'eau	5 M€



S. Münzer



G. Aubourg

Des ONG spécialisées

Le programme Solidarité Eau : un réseau de 20 000 correspondants dans le monde

www.pseau.org

Créé en 1984, le pS-Eau est un réseau d'organismes français et étrangers intervenant dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de la solidarité. Sa mission principale consiste à favoriser la mise en relation des acteurs de l'eau pour rendre plus efficaces les actions de solidarité dans ce domaine entre la France et les pays du Sud et pour améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays en développement. Pour atteindre ces objectifs, il informe sur les enjeux du secteur, appuie les actions de solidarité internationale, favorise l'échange d'expériences entre tous les acteurs en développant des activités de concertation, de capitalisation et de diffusion d'information.

Il anime un réseau de 20 000 correspondants dans le monde, tous techniciens, chercheurs, élus, salariés des secteurs public et privé, des Ong... Ses membres, représentatifs de tous les secteurs d'activités liés à l'eau et à l'assainissement, respectent une charte éthique garante de l'objet de leurs efforts.

Soutenu par les pouvoirs publics français¹, des collectivités locales² et des Ong³, le pS-Eau est animé par une équipe de 12 personnes. Il produit de nombreux outils de référence dans le domaine.

Eau vive : une Ong qui accompagne les acteurs de la solidarité

www.eau-vive.org

Eau Vive est une Ong travaillant en Afrique de l'Ouest. Sa démarche depuis 30 ans consiste à renforcer les capacités des acteurs du Sud dans la maîtrise de leur propre développement. Des collectivités locales françaises, des agences de l'eau, des employés d'entreprises et des citoyens soutiennent Eau Vive, en s'impliquant dans des projets, en participant aux campagnes de sensibilisation en France, ou en créant des antennes locales d'Eau Vive et en mobilisant leurs communautés.

Aquassistance : des employés d'une entreprise d'eau mobilisés

<http://aquassistance.blogspot.com>

Aquassistance est une association humanitaire du groupe GDF SUEZ, qui rassemble des personnels volontaires pour apporter une aide aux populations en difficulté dans les domaines de l'eau, de l'environnement et des déchets. Elle met à disposition les compétences de ses membres et des moyens matériels. Les employés du groupe contribuent ainsi par leur expertise et leur temps, pris sur leurs congés annuels, à des projets menés en partenariat avec d'autres acteurs de la solidarité française.



¹ MAEE, MEEDDAT, MIHDS, AFD

² Grand Lyon, Conseil Général 34, etc.

³ Gret, Eau Vive...

Les actions du Grand Lyon en chiffres

- Les fonds affectés : 0,4 % des recettes eau et assainissement du Grand Lyon, soit environ 600 000 €/an, et 300 000 €/an de Veolia Water totalisent 900 000 à 1 000 000 €/an.
- Les ressources humaines dédiées : au Nord, un ingénieur à temps plein, un ingénieur à tiers-temps et des volontaires qui équivalent à une personne à temps plein par an ; au Sud, deux chefs de projets à temps plein.
- Les populations aidées : 250 000 personnes grâce au Fonds Eau depuis 2004.



J. Debeuvois

Des collectivités locales actives

Le Grand Lyon : une collectivité locale engagée

Depuis son engagement pris au sommet de Johannesburg, la communauté urbaine du Grand Lyon, collectivité locale avec responsabilité en régie des services d'eau et d'assainissement de la région, confirme qu'elle est un acteur novateur de la solidarité internationale dans ce secteur.

Deux types d'actions de coopération internationale sont menées :

1. le « Fonds Eau ». Suite à un appel à projets lancé par le Grand Lyon et Veolia Water (entreprise chargée de la distribution de l'eau potable pour le compte du Grand Lyon), chaque projet financé fait l'objet d'une convention passée entre le Grand Lyon et une Ong en charge de la gestion et de la réalisation de l'action menée pour le compte d'autorités locales du Sud ;

2. des actions de coopération décentralisée. Celles-ci reposent sur l'échange de savoir-faire entre collectivités du Nord et du Sud. Une délibération du conseil autorise la signature d'une convention entre le Grand Lyon et la collectivité du Sud et fixe un budget annuel. Pour ce type d'actions, le Grand Lyon engage directement les dépenses, sans transfert financier vers les collectivités ou les Ong partenaires.

Actuellement, le Grand Lyon agit au Liban et à Madagascar, pays qui bénéficient respectivement de cofinancements du ministère des Affaires étrangères et de l'Union européenne.

www.grandlyon.com/Presenter-un-projet-au-Fonds-Eau.3151.0.html

Le Syndicat des eaux-d'Ile de France (Sedif) : la solidarité avant tout

Etablissement public, le Sedif est responsable de la distribution de l'eau de 144 communes du Grand Paris et de sa région. Les 144 maires qui administrent le Sedif considèrent que leur responsabilité est d'aider les populations les plus pauvres à accéder aux mêmes services que celles de leur territoire (0,006 € par m³ consommé a mobilisé 1,6 millions en 2008). Dix sept années d'action ont permis 300 opérations avec des Ong partenaires : 2,25 millions de personnes ont été directement touchées dans 18 pays d'intervention.

Au Cambodge par exemple, sur la base d'un contrat de partenariat signé entre le Sedif, la collectivité locale partenaire et une Ong opératrice française (le Gret), une adduction d'eau de Pech Changva (un village situé à 70 km de Phnom Penh) dessert 3 312 habitants. La gestion du système d'approvisionnement a fait l'objet d'un contrat entre le futur gestionnaire (actuel propriétaire du réseau) et le maître d'ouvrage public. Des financements complémentaires mobilisés auprès d'investisseurs privés locaux ont permis d'assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée.

Ce projet est représentatif de l'intérêt d'une coopération solidaire. Il montre la complémentarité entre une collectivité et une Ong spécialisée de développement et l'importance d'un engagement sur plusieurs années. Il démontre la capacité de ce type d'action à mobiliser des fonds locaux et à être répliqué par les bailleurs institutionnels.

www.sedif.com

En Italie

L'Italie demeure le pays le plus consommateur d'eau minérale en bouteille dans le monde. La Toscane espère diminuer cette pratique par la sensibilisation à l'économie d'eau et par la promotion d'actions de solidarité internationale ciblée sur la gouvernance et l'atteinte des OMD. Dans les provinces de Turin et Venise, des actions similaires sont menées.

La Water Right Foundation, initiatrice d'un multipartenariat efficace

info@wrf.it

La Water Right Foundation a été créée en 2005 par les collectivités locales de la région de Toscane, suite au lancement du fonds solidaire « L'Acqua è di tutti » en 2002. WRF est une association dont l'objectif est de promouvoir la coopération, les activités de recherche et de formation sur le droit d'accès à l'eau et à l'utilisation durable des ressources en eau.

En 2007, la WRF et la commune de Florence ont lancé l'Initiative multi-partenariale pour l'application du droit d'accès à l'eau et à l'assainissement (Imada). Son but : unir nations, villes, régions, associations et entreprises de services publics et privés dans la promotion du concept du centime d'euro solidaire. Ce partenariat est soutenu par le Pnud dans le cadre de la plate-forme d'actions des partenariats innovants et l'Alliance mondiale des villes contre la pauvreté.

Depuis 2003, des cofinancements de projets de coopération décentralisée ont permis l'accès à l'eau et l'assainissement à de nombreuses communautés en Amérique latine, en Asie et particulièrement en Afrique. Elles ont été principalement réalisées par des Ong spécialisées, sur la base de protocoles d'accord entre la Water Right Foundation et les gouvernements locaux.

WRF organise des campagnes de sensibilisation à l'environnement, à l'économie d'eau et à la solidarité internationale auprès des écoles et de la société civile ita-

lienne.

1 centime d'euro par m³ consommé = 2 millions de personnes équipées

La mobilisation passe principalement par le prélèvement direct du centime d'euro par mètre cube consommé, par la société de gestion Publicacqua Spa et la rétrocession des fonds à la WRF. Des fonds sont également mobilisés auprès de la coopération de la région toscane et des fondations bancaires.

De 2003 à 2007, la Water Right Foundation a récolté 1 450 000 €, grâce aux usagers de Toscane (environ 1 500 000 habitants), les fondations bancaires et d'autres institutions de la région qui cofinancent des projets de solidarité.

Environ 2 000 000 d'usagers ont désormais accès à l'eau, via 22 projets : 64 % en Afrique, 28 % en au Maroc et en Palestine.

Autres initiatives en Italie

Acqua bene comune (2004). Ce fonds a également été constitué par le prélèvement d'un centime d'euro par mètre cube d'eau consommé par les 630 000 habitants des provinces de Venise et Trévise, pour financer des projets d'accès à l'eau en Afrique et en Amérique latine.

Solidarietà a Torino (2004). La province de Turin affecte un millième d'euro par mètre cube d'eau facturé à des projets spécifiques de coopération internationale ayant comme objectif la mise en œuvre de modèles durables de gestion des ressources en eau.



Au Royaume-Uni

WaterAid est la seule grande organisation caritative britannique dont l'objectif est d'approvisionner en eau potable et en systèmes d'assainissement les populations les plus défavorisées du monde, tout en menant une politique de promotion de l'hygiène.

Depuis près de 30 ans, WaterAid agit auprès des populations du Sud grâce aux dons des populations du Nord

www.wateraid.org

WaterAid a vu le jour en 1981 suite à l'engagement des employés de l'industrie de l'eau britannique et des autorités du secteur de répondre au défi de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (DIEPA). En cette première année 1981, £ 25 000 (28 250 €) avaient déjà été récoltés.

Depuis, WaterAid travaille avec les populations les plus pauvres du monde en appuyant des projets d'accès à l'eau et à l'assainissement et en menant des campagnes de promotion de l'hygiène. Ces droits fondamentaux sont essentiels pour la santé, l'éducation et la vie économique.

WaterAid travaille avec des partenaires locaux qui maîtrisent les enjeux locaux, afin de renforcer leurs capacités et de les appuyer dans la mise en œuvre et la gestion de projets pratiques et durables qui répondent à leurs vrais besoins.

WaterAid mène également des campagnes de sensibilisation aux niveaux local et international pour faire changer les politiques et faire reconnaître le rôle vital de l'eau et de l'assainissement dans la réduction de la pauvreté.

Organiser des événements régionaux ou nationaux pour recueillir des fonds

Pendant les années 80, des comités régionaux de récolte de fonds (*fundraising committees*) se sont créés à travers le pays, souvent hébergés par les organisations de l'industrie de l'eau, publiques et privées, facilitant l'organisation de plus en plus d'événements pour récolter des fonds.

En 1989, des autorités d'eau et d'assainissement en Angleterre et au Pays de Galles ont été privatisées et 9 entreprises et organismes de régulation créés. Ces nouvelles entités et leurs employés se sont engagés à continuer leur participation à l'action de WaterAid ; ils forment à ce jour un noyau de soutien important et actif.

Aidés par les équipes régionales de WaterAid, les employés des entreprises d'eau organisent des événements pour récolter des fonds, événements qui génèrent jusqu'à £ 4 millions (4,5 millions €) par an. Les employés s'organisent autour de différentes activités sportives ou culturelles pour mobiliser leurs familles, amis et communautés qui les sponsorisent ou paient pour assister à des marathons ou triathlons caritatifs, parties de golf ou de cricket, bals de charité, et à des milliers d'événements locaux.

Ainsi, le **Munro Challenge**, dont le but est de former des équipes de quatre à six personnes sur chacun des Munros (montagnes) d'Ecosse et sommets de plus de 3 000 pieds (915 m) d'Angleterre et du Pays de Galles, le même jour ! En 2007, presque 3 000 personnes participant au Munro Challenge ont récolté £ 250 000 (282 500 €) !

Pour en savoir plus : www.wateraid.org/uk/get_involved/events/default.asp

WaterAid

WaterAid en chiffres pour l'exercice 2007-2008

- 40,3 millions £ (45,5 millions €) mobilisés
- environ 160 000 donateurs fidèles
- un million de personnes approvisionnées en eau
- 3 millions de personnes équipées en système d'assainissement



"Sing for Water", un événement de fundraising

Des appels à contribution au grand public

Tous les ans, WaterAid lance un appel à contribution auprès du grand public ; la logistique de cet appel est négociée avec chaque entreprise d'eau. L'entreprise couvre souvent le coût de la brochure et sa distribution, par exemple en la joignant avec la facture d'eau. Ainsi, WaterAid atteint chaque ménage et attire l'attention de ceux qui disposent d'eau à domicile sur le fait que des milliers de personnes en sont privées.

Outre leur contribution aux événements pour récolter des fonds, les supporteurs de WaterAid participent à des campagnes de sensibilisation et de plaidoyer. La communication et le retour aux donateurs se fait via le magazine semestriel *Oasis* et par un bulletin électronique bimensuel. Les entreprises d'eau informent sur les actions et activités de WaterAid grâce à leur communication d'entreprise.



WaterAid

Participant au triathlon de Londres, qui récolte des fonds pour WaterAid

WaterAid et ses donateurs

En travaillant de près avec le public, WaterAid doit répondre à de nombreuses questions :

- « Pourquoi les coûts d'administration sont-ils si élevés ? Je veux que la totalité de mon don soit consacrée aux projets ? »
- Pourquoi m'envoyez-vous tant d'informations, produire un magazine tous les semestres est sûrement une perte d'argent ?
- Je ne veux pas que mon argent serve aux gouvernements africains corrompus.
- Encore une conférence... encore un papier... comment cela impacte-t-il sur la vie des pauvres... ?
- Vous recevez tant de soutien des entreprises de l'eau privatisées, que ce sont elles qui doivent vous dicter ce que vous faites ! »

Pour répondre à toutes ces questions, il est nécessaire de développer des outils de communication et des actions de plaidoyer de qualité, qui aident le public à bien comprendre les vrais enjeux.

Autres difficultés : gérer de plus en plus de fonds dédiés des bailleurs bi et multilatéraux et affronter la concurrence accrue entre fondations pour obtenir des financements. Face à cette nouvelle donne, il est essentiel de définir une démarche stratégique et des systèmes de gestion de contrats rigoureux.

Depuis cinq ans cependant, les revenus de WaterAid ont considérablement augmenté, et continuent à croître. Ceci grâce entre autres, aux excellentes relations que WaterAid maintient avec les entreprises d'eau, ainsi qu'à une campagne annuelle peu coûteuse du fait de l'action des sponsors auprès du grand public et de l'attrait des donateurs, qui s'intéressent particulièrement aux questions d'eau et d'assainissement et tendent à rester fidèles.

Au Pays-Bas

Connu pour son innovation dans le traitement et la gestion de l'eau, le secteur de l'eau hollandais contribue activement aux objectifs de l'OMD 7. Soucieuses de partager leur savoir-faire, les entreprises de ce secteur sont animées par un fort sentiment de responsabilité sociale et par la satisfaction que génère leur implication dans des actions de solidarité.

Vitens-Evides International, pionnière en matière de partenariats

www.waterforlife.nl • info@waterforlife.nl

Les deux entreprises distributrices d'eau les plus importantes du Pays-Bas, Vitens-Evides, desservent 7,8 millions d'habitants. En 2006, ces deux entreprises publiques ont créé ensemble Vitens-Evides International (VEI) pour contribuer à l'atteinte de l'Objectif du millénaire n° 7.

Depuis plus de cent ans, Vitens-Evides ont accumulé un savoir-faire et une expertise considérables dans le secteur ; elles sont parmi les premières au monde en termes de qualité et de fiabilité de service. Elles estiment devoir partager leurs connaissances avec les opérateurs des pays en développement.

Facteur de motivation de leurs employés, l'implication de Vitens-Evides dans la coopération internationale est également appréciée par leurs clients, et l'engagement du gouvernement hollandais vis-à-vis des OMD fournit un cadre national de soutien à leurs actions.

L'activité principale de VEI est de développer des partenariats avec les fournisseurs d'eau des pays en développement, de les aider à améliorer leurs prestations et à devenir plus autonomes et viables financièrement, afin d'assurer un service durable aux populations. VEI, pionnière dans le développement de ces Water Operator Partnerships (WOP), mène des projets au Mozambique, au Yémen, au Vietnam et en Mongolie.

Savoir communiquer pour collecter des fonds

Vitens-Evides contribuent chacun à VEI à hauteur de 1 million € par an. Pour compléter ces fonds, la fondation **Water for Life** (créée par Vitens) mène des actions de sensibilisation et de récolte de fonds auprès des clients, des particuliers ou des entreprises. Des brochures sollicitant leurs contributions, totalement facultatives, parviennent aux clients avec leur facture d'eau. La communication auprès des clients est cruciale pour assurer une bonne compréhension des objectifs.

Pour les donateurs, deux formules sont possibles : le don ponctuel, ou un montant fixe par jour de 5, 10 ou 15 centimes d'euro, ce qui représente une contribution de 18,36 à 54 € par an. En 2007, le montant ainsi mobilisé atteignait 600 000 €.

Actuellement 15 000 ménages, soit 50 000 personnes, particuliers ou entreprises clients de Vitens-Evides participent ainsi à leurs actions et leur nombre augmente d'année en année.



VEI



VEI

Le nombre de personnes équipées par VEI au Mozambique, au Yémen, au Vietnam et en Mongolie est estimé à environ 500 000 à ce jour.

Ci-contre, un équipement individuel au Vietnam et des enfants mongoles s'approvisionnant en eau potable.


Vitens-Evides
International

Vitens-Evides International au Mozambique

- 6 000 personnes disposent d'un accès à l'eau potable
- 82 bornes-fontaines réparées, 9 nouvelles installées
- 6 nouveaux puits creusés
- le réseau d'adduction d'eau doublé (cf. photo ci-contre)
- 105 employés formés



Aqua for All, des employés de l'eau mobilisés

www.aquaforall.nl

Créé en 2002 à l'initiative des employés du secteur de l'eau, Aqua for All est une fondation qui établit un lien entre des projets d'eau et d'assainissement dans les pays en développement et le secteur de l'eau hollandais. En jouant ce rôle de liaison, Aqua for All facilite les actions des différents acteurs et augmente l'efficacité et l'impact des programmes qu'elle soutient.

**Un million de personnes desservies en eau potable,
600 000 équipées en système d'assainissement**

Certains financements proviennent de partenariats avec les milieux d'affaires, le milieu universitaire et l'aide publique au développement. La contribution des entreprises varie de 2 à 3 million €, doublés par le gouvernement hollandais. En 2008, Walking for Water a généré 600 000 €.

Aqua for All mobilise une équipe de 140 experts du secteur de l'eau, qui se rendent disponibles pour des missions plus ou moins longues. Ils appuient les projets par des formations, des ateliers, des études ou du soutien institutionnel. Ces contributions en nature représentent l'équivalent de 100 000 à 300 000 € par an.

En 2006-2008, 18 millions € environ ont été utilisés pour donner accès à l'eau potable à plus de 1 million de personnes, et pour assurer un assainissement de base à environ 600 000 autres. Environ 65 % des actions d'Aqua for All se situent en Afrique.



Une action d'assainissement soutenue par Aqua for All

Mis au point par Safi Sana, une entreprise hollandaise, les excréta des blocs WASH sont mélangés à des intrants d'autres sources urbaines, puis transformés en engrais organiques et en biogaz. Le projet a débuté au Ghana ; il sera étendu au Kenya, à la Tanzanie et au Cameroun. Dans un partenariat tripartite, la collectivité locale, des opérateurs privés locaux et des Ong locales installent des blocs WASH dans des quartiers défavorisés, sur la base d'un système de franchise. Les bénéficiaires, subventions gouvernementales et revenus supplémentaires sont réinvestis dans un fond tournant (*revolving fund*).

Le Walking for water : un événement national

Aqua for All coordonne le national *Walking for Water*. Des élèves marchent durant 6 km avec 6 litres d'eau sur le dos. Des centaines d'écoles primaires participent à cet événement, qui accueille des conférences sur les enjeux de l'eau et de l'assainissement. Grâce à une large couverture médiatique, plusieurs acteurs s'engagent à doubler ou tripler ce que récoltent les enfants. Le montant final est à nouveau doublé par Aqua for All. Des Ong et des groupements communautaires peuvent se coordonner avec des écoles pour récolter des fonds pour leurs propres projets, en bénéficiant de la franchise de Walking for Water.

En Belgique

La Belgique est un état fédéral de trois régions : les Flandres, la Wallonie et Bruxelles. Si l'aide publique au développement est une responsabilité fédérale, chacune de ces régions assure son propre approvisionnement en eau. De ce fait, les initiatives de solidarité dans ce secteur diffèrent d'une région à l'autre.

La nécessité d'un cadre légal national

En Belgique, des systèmes imposant de nouvelles taxes ou redevances ne sont pas conformes aux lois encadrant les structures inter-municipales de distribution de l'eau. Le pays cherche malgré cela à se doter d'un cadre légal qui faciliterait la mobilisation des usagers.

En mai 2008, le gouvernement wallon a créé par décret un fonds solidaire international pour l'eau. Ce fonds, non encore opérationnel, sera alimenté par des contributions de la région, des sociétés distributrices d'eau, des autorités inter-municipales d'assainissement, ainsi que par des dons et des legs. Une fois lancé, ce fonds émettra des appels à propositions. Il encouragera aussi les actions de coopération décentralisée ciblées sur l'accès à l'eau et l'assainissement au moyen de jumelages entre collectivités.

En mars 2008, le gouvernement local de la région de Bruxelles a proposé quant à lui d'alimenter un fonds de solidarité internationale basé sur un prélèvement sur la consommation d'eau, à taux variable selon la quantité consommée. Pour l'instant, la proposition n'a pas encore été approuvée.

Acteur privé, la fondation Elisabeth et Amélie a pour objectif la gestion équitable et durable de l'eau dans le Sud. En 2007, la fondation a contribué à six projets à hauteur de 100 000 € et durant le premier semestre 2008, onze projets ont été sélectionnés suite à un appel à propositions, pour un budget total de 250 000 €. Un autre appel a eu lieu en octobre.

Le Partenariat flamand l'eau pour le développement

Une plateforme d'acteurs publics et privés

www.watervoorontwikkeling.be

Le Partenariat flamand l'eau pour le développement (VPWvO), est une plateforme créée à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau de 2004. Elle réunit le ministère de l'Environnement flamand, les acteurs de l'eau privés et publics, le monde universitaire, les écoles supérieures et les Ong, qui souhaitent contribuer à la réalisation de l'OMD 7.

La Flandre compte six millions d'habitants : l'objectif de l'initiative est de fournir l'accès à l'eau potable, d'ici 2015, à un nombre équivalent de personnes dans les pays en développement. Sur cette base, la plate-forme facilite le partenariat pour accéder à des cofinancements et/ou faciliter l'échange de savoir-faire.

Des financements publics et privés

Le ministère de l'Environnement alloue un budget au VPWvO ; le montant en est fixé chaque année. Les acteurs de l'eau, les structures inter-municipales, les sociétés distributrices d'eau privées le complètent par des contributions volontaires. Les projets financés, choisis par appels d'offres, doivent être proposés par au moins deux partenaires et comprendre le principe d'une gestion publique de l'eau.

Pour permettre une visibilité à plus long terme, il est demandé au gouvernement flamand de s'engager sur un montant fixe annuel pendant cinq ans (2009-2013), tout en mobilisant d'autres financements auprès d'autres départements du gouvernement et en augmentant la participation d'acteurs des secteurs privé et universitaire.

Les membres du Partenariat flamand l'eau pour le développement

ACOD-LRB, AWW, Belconsulting n.v., Bevrijde Wereld vzw, Bierbeek gemeente, BIWM, Bond Beter Leefmilieu, Ecorem, GROEN!, Hemmis NV, IMDC, IMWV, Ingenieurs Zonder Grenzen, IPAS n.v., ISWa, IUPWare, Ninafri vzw, ORI, Pidpa, PROTOS, Safmarine NV, Taminco NV, TMWV, Vlaamse Overheid dept LNE, VLIR-UOS, VMW, VODQ, Vrienden van Burkina Faso vzw, WATERLEAU, WES Onderzoek en Advies, WWF.



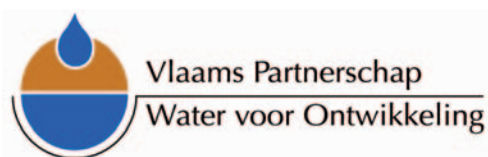
PROTOS

La contribution du gouvernement a été de 450 000 € en 2007, à laquelle s'ajoutent 231 500 € de contributions volontaires d'autres secteurs. Les usagers de l'eau ne sont pas mobilisés directement ; les opérateurs partenaires de la plate-forme communiquent cependant avec leurs clients et le grand public sur leurs actions.

Des résultats non négligeables malgré le manque de fonds

Entre 2005-2007, le Partenariat flamand L'eau pour le développement a mené 16 projets de qualité. Fin 2007, grâce à ces projets, 116 000 personnes bénéficiaient d'un accès à l'eau potable et 79 000 d'un système d'assainissement. L'appui apporté inclut le transfert de savoir-faire et d'expertises.

L'objectif demeure l'augmentation des fonds pour atteindre 6 millions de personnes desservies en 2015.



Le programme PROTOS en Équateur

Fondé en 1977, Protos facilite et renforce les processus de développement qui s'intègrent au contexte culturel et social local et qui visent à améliorer le bien-être des populations vulnérables au Sud. En Belgique, Protos travaille avec les collectivités locales, les écoles, les entreprises et les citoyens solidaires des personnes sans accès à l'eau et à l'assainissement, en leur offrant la possibilité de s'impliquer dans des projets de terrain.

Le programme mené par PROTOS dans le cadre du VPWvO dans le Sud de l'Équateur a permis d'équiper 10 000 personnes en système d'approvisionnement en eau potable ; 20 000 autres personnes ont bénéficié d'une gestion intégrée de l'eau améliorée.

Plusieurs partenaires belges participent à ce projet, financièrement et en expertise. Le département de l'Environnement du gouvernement flamand apporte des fonds et des ressources humaines à la coordination du programme. PROTOS est l'opérateur technique des actions sur le terrain. TMWV (structure intercommunale de distribution d'eau), la province de Limburg et le Fonds pour la coopération internationale de Bruges y contribuent aussi financièrement. La plate-forme universitaire pour la coopération internationale, VLIR-UOS, offre son expertise, ainsi que l'IMDC, un bureau d'études spécialisé dans la gestion de l'eau ; celui-ci a mis au point des modèles mathématiques susceptibles de prévoir la disponibilité en eau dans trois sous-basins. GROHE, société privée qui fabrique des équipements sanitaires, a fourni des fonds et consacre deux pages sur ce projet à la fin de son catalogue distribué auprès de ses clients en Belgique. Ce programme a bénéficié de 50 000 € du gouvernement flamand et de 78 500 € d'autres partenaires.

En Suisse

La Suisse bénéficie de ressources en eau abondantes, de ressources financières importantes et d'un excellent savoir-faire technique. Trois raisons qui motivent les autorités à apporter leur appui aux populations privées d'accès à l'eau et à l'assainissement dans le monde. La solidarité est la raison d'être de Solidarit'eau suisse.

Solidarit'eau suisse : une plateforme en ligne

www.solidariteausuisse.ch • contact@solidariteausuisse.ch

Solidarit'eau Suisse a été lancée par la direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC), en partenariat avec des Ong suisses et le groupe Aguasan, qui est composé d'experts suisses en eau et assainissement dans les pays en développement et de transition.

Solidarit'eau suisse est une plate-forme en ligne conçue pour mettre les Ong suisses et leurs partenaires en contact avec les municipalités et les sociétés de services d'eau qui souhaitent s'impliquer dans la solidarité internationale. Son but est également de mobiliser de nouvelles sources de financement pour les OMD.

Obligatoires, les formulaires en ligne ont permis de mieux comparer et évaluer les projets. Les experts d'Aguasan formulent un avis sur les propositions et s'assurent de la qualité du concept et de la stratégie.

Les municipalités et sociétés distributrices d'eau, qui contribuent financièrement ou par leur expertise, travaillent directement avec les acteurs des projets. La plate-forme, gérée par un comité permanent composé des partenaires les plus actifs, permet également de partager les expériences.

Les projets ciblent les populations les plus démunies grâce à une approche locale de la coopération. Les municipalités peuvent ainsi partager le savoir-faire de leurs homologues du Nord – ce qui est particulièrement important dans un contexte de décentralisation accrue.

La première année, 13 villes ou villages ont apporté environ 450 000 CHF (300 000 €) et plusieurs municipalités se sont déjà engagées sur des contributions annuelles. Deux cantons et une grande ville ont intégré l'idée dans leur législation.

A ce jour, les coûts de fonctionnement de Solidarit'eau sont couverts par la DCC à hauteur de 80 000 CHF (53 000 €).

Un label national séduisant

Les municipalités et sociétés distributrices d'eau bénéficient en Suisse d'une organisation pratique pour s'impliquer dans la solidarité internationale pour l'eau. Ceux qui investissent 1 centime CHF (0,67 centime €) par 1 000 litres d'eau consommés/an se voient attribuer le label "Solidarit'eau suisse" pendant un an. Ils peuvent afficher ce label dans toute leur communication. Ce label stimule la compétition pour la solidarité. Plus le nombre de municipalités participantes augmente, plus de nouvelles demandes affluent.

Par ailleurs, en s'engageant dans la solidarité, les municipalités mènent des campagnes de sensibilisation sur la valeur de l'eau et de l'assainissement, ainsi que des actions de promotion de la consommation d'eau responsable en Suisse. La population suisse dans son ensemble se mobilise.

Si les budgets consacrés par les municipalités à la solidarité sont parfois modestes, la visibilité de Solidarit'eau dans les médias et l'engagement des municipalités mobilisent d'autres acteurs.

 **solidarit'eau suisse**
Gemeindeförderung für Trinkwasser in Entwicklungsländern

Conclusion

Une communauté d'esprit et une diversité de moyens au service d'un même but : l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous

La mosaïque d'expériences de solidarité en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement menées en Europe est étroitement liée à la pluralité culturelle, historique, légale et économique de ce continent. Les initiatives diffèrent par leur origine et par les raisons de leur création. Elles peuvent émerger d'une volonté politique (comme en France, en Suisse ou en Espagne), d'une mobilisation du public (comme au Royaume-Uni avec WaterAid) ou à l'initiative des entreprises (telles que Vitens-Evides aux Pays-Bas).

Des dispositifs de solidarité qui impliquent l'ensemble de la société

Les pouvoirs publics peuvent organiser des systèmes de collecte de fonds (taxe sur l'eau au Pays basque), légiférer en faveur de la solidarité sur l'eau et l'assainissement (loi Oudin-Santini sur la coopération décentralisée en France), ou être moteurs de nouvelles initiatives (le Flemish Partnership Water for Development en Belgique, Solidarit'eau suisse).

La société civile quant à elle, de plus en plus sensibilisée aux enjeux de l'eau et de l'assainissement, s'investit énormément, que ce soit dans la communication, la mobilisation pour exiger plus de responsabilité publique, des dons aux organisations spécialisées ou dans la contribution en temps et en expertise à la lutte contre la crise de l'eau (Water Aid, Grand Lyon, etc.).

Le secteur privé émerge également de plus en plus en tant qu'acteur impliqué dans la solidarité, contribuant par du mécénat, des politiques de responsabilité sociale d'entreprise, le développement de leurs propres projets (Vitens-Evides International) ou en appuyant des actions grâce à leurs compétences techniques (Amvisa, Aqua for All, Aquassistance).

Des modes d'actions très divers

Certaines initiatives utilisent les fonds collectés pour appuyer des programmes d'organisations internationales, comme les Nations unies (le Pnud dans le cas d'Agencia Vasca del Agua -Unesco-Etxea), tandis que d'autres privilégient l'aide directe aux projets locaux en apportant un appui financier et technique à des initiatives spécifiques (Sedif, Grand Lyon, WaterAid) ou le transfert via des jumelages entre villes (la France, l'Italie, la Suisse, la Belgique).

Quelles que soient les actions, la solidarité naît toujours en réponse à des besoins concrets ; elle émane du souci de s'impliquer et d'apporter localement des solutions. Des préoccupations et caractéristiques communes s'en dégagent :

- elles ciblent les populations les plus démunies et isolées, souvent délaissées par les programmes nationaux ou internationaux de plus grande envergure, en répondant directement aux besoins des acteurs locaux ;
- elles privilégient le partenariat à long terme ;
- elles impliquent tous les acteurs dans les processus mis en œuvre ;
- elles privilégient le renforcement des capacités et l'amélioration des services locaux et de la gouvernance ;
- elles apportent de la visibilité aux projets locaux, ce qui attire d'autres financements et provoque un effet de levier.

La journée d'échanges en Espagne dans le cadre de l'Expo 2008 à Saragosse, a montré un ensemble de besoins et d'actions à mener pour y répondre.

Faire réellement participer aux actions l'ensemble de la société, surtout les usagers

La participation des usagers est essentielle à la réussite des projets de développement, et ce pas seulement dans les pays ciblés par les actions. C'est en mobilisant les usagers du Nord que les actions des collectivités locales et des entreprises deviendront vraiment pérennes et efficaces. Le soutien actif des administrés motivera les collectivités locales à entreprendre ou à étendre leurs actions. Le potentiel de contribution des entreprises d'eau vient à la fois du soutien des usagers et de l'implication des employés dans les aspects techniques des projets, et les bénéfices en termes d'image de marque et de motivation des employés constituent une des raisons pour s'engager davantage. Nous devons nous appuyer sur nos expériences nationales pour développer une stratégie commune de communication en Europe qui interpelle l'ensemble des usagers.

Lutter contre le danger de la dispersion et de l'émiettement

Face à la multiplication d'actions, le besoin d'adopter une approche plus systématique et coordonnée et un engagement dans le long-terme devient critique. Il est nécessaire que l'information sur les actions menées soit facilement accessible à tous et dans tous les pays, au moyen de pages dédiées sur les sites des organisations intéressées à travailler en synergie.

Mener des actions cohérentes avec les politiques locales de l'eau

Aligner les actions sur les politiques locales de l'eau et de l'assainissement est un enjeu stratégique clé. La plupart des pays ont défini, ou sont en train de développer, des politiques nationales et des plans d'application locaux en matière d'eau et d'assainissement. Toute action doit entrer en cohérence avec ces plans et impliquer les responsables de leur mise en oeuvre. Les porteurs d'initiatives doivent connaître les cadres législatifs locaux et nous devons permettre qu'ils les connaissent facilement.

Connaître la demande réelle des populations et les impliquer très en amont dans le choix des actions à mener

Nous ne cesserons de le répéter. Il faut impliquer les populations locales dans la prise de décision et la mise en oeuvre des projets, renforcer le rôle des communautés locales. Le renforcement des capacités des acteurs locaux est primordial pour

assurer la bonne gestion et la pérennité des services. L'information sur les projets doit donc être également accessible au Sud et des moyens d'échange sont à développer en ce sens.

Mettre en place des alliances multi-partenaires

La question de fond de la journée de Saragosse était comment travailler mieux ensemble. Les participants espagnols sont demandeurs d'opportunités d'échange et de collaboration et Alianza por el Agua est née pour répondre à ce besoin. En France, le pS-Eau travaille à rapprocher les initiatives de solidarité des acteurs de l'eau et de l'assainissement. L'information et la mobilisation des usagers demandent encore à être développées.

Ce que nous faisons au niveau national doit être mis à disposition de tous au niveau européen. Chacun a exprimé le besoin de collaboration et d'échange sur le thème de l'eau et de la solidarité. Tous les participants ont confirmé leur volonté de participer à la mise en oeuvre de la systématisation des échanges à l'échelle nationale et entre les pays.

Nous souhaitons que la diffusion de ce document montre comment contribuer à l'objectif commun de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous malgré (ou grâce à), la variété des moyens, des actions, des motivations et des cibles.

Ce travail conjoint de l'Allianza por el Agua et du pS-Eau, soutenu par un ensemble de partenaires européens, est un premier pas vers la mise en synergie de la richesse des expériences existantes en Europe en matière de solidarité dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

Nous espérons que vous serez nombreux à nous rejoindre. ■

Remerciements

Nous remercions pour leur intervention à la réunion sur la Solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement, du 9 septembre 2008 à Saragosse :

- . Marc Despiegelaere, Protos, Belgique • www.protosh2o.org
- . Pierre-Marie Grondin, pS-Eau, France • www.pseau.org
- . Vincent Dussaux, Denis Hodeau Grand Lyon, France
www.grandlyon.com/Fonds-de-solidarite-eau.470.0.html
- . Marc Vezina, SEDIF, France • www.sedif.com
- . Maria Pascual, Vitens-Evides International, Pays-Bas • www.waterforlife.nl
- . Victor Viñuales, ECODES-Secretariado Alianza por el Agua, Espagne • www.alianzaporelagua.org
- . Aitor Gabilondo, mairie de Vitoria-Gasteiz, Pays basque • www.vitoria-gasteiz.org
- . Josu Sanz, UNESCO-Etxea, Pays basque • www.uragentzia.net • www.unescoeh.org
- . Thomas Zeller, direction du Développement et de la Coopération, Suisse • www.solidariteausuisse.ch
- . Emma Hippolyte, WaterAid, Royaume-Uni • www.wateraid.org

Pour leur participation à la réunion :

- . Javier Celma, mairie de Zaragoza . Carmen Ruiz Lavin, mairie de Zaragoza, conseillère Environnement
- . Iñigo de la Serna, mairie de Santander

Pour l'organisation de la réunion :

- . Olga Ara, Alianza por el Agua . Sarah Mackenzie, pS-Eau . Philippe Jochaud, Centre d'alliances pour le développement (CAD)

Rédaction du document :

- . Olga Ara, Alianza por el Agua . Sarah Mackenzie, pS-Eau . Pierre-Marie Grondin, pS-Eau
- . Philippe Jochaud (CAD)

Solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement

Des élus et des citoyens européens agissent

Plus d'un milliard de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable et 2,6 milliards ne disposent pas de service d'assainissement de base. Pour réduire de moitié seulement ces nombres il faudrait, selon l'Unicef, donner chaque jour accès à l'eau potable à 300 000 personnes et à environ 500 000 aux systèmes d'assainissement de base.

La responsabilité de l'accès à l'eau et à l'assainissement est avant tout publique ; elle incombe en priorité aux gouvernements nationaux et locaux. Mais ni les Etats, ni les bailleurs de fonds internationaux, ni les entreprises, ni les dispositifs de solidarité ne parviendront isolément à doter rapidement les pouvoirs locaux du monde entier de la capacité à fournir, dans de telles proportions, des services d'eau potable et d'assainissement viables et accessibles à tous. Les actions de solidarité, tant celles des citoyens, des collectivités locales que des entreprises fournissent un complément indispensable à la réalisation de solutions durables.

Qu'il s'agisse de la coopération décentralisée entre collectivités locales du Nord et du Sud, de la contribution en expertise et financement des entreprises, d'actions menées par les Ong ou encore de la mobilisation des usagers et professionnels du secteur, une multitude d'actions solidaires sont mises en œuvre par les citoyens européens pour accroître l'accès durable à l'eau et à l'assainissement dans les pays en développement.

Ce document vise à faire connaître quelques-unes de ces initiatives qui méritent d'être diffusées, afin que chacun puisse rejoindre les dispositifs existants ou les adapter à son propre contexte.



Ce document a été financé par

Secretariat :
Fundación ecología y desarrollo
 Pza. San Bruno, n° 9 – 1° Oficina
 50001 Zaragoza - Espagne
alianzaporelagua@ecodes.org
www.alianzaporelagua.org

Programme Solidarité Eau
 32, rue le Peletier
 75009 Paris - France
pseau@pseau.org
www.pseau.org

